

La situation politique au Royaume-Uni

M. John Major a été nommé Premier ministre en novembre 1990, et il a été confirmé dans ce poste en avril 1992 par la victoire du Parti conservateur. Le Premier ministre a promis de s'attaquer à des problèmes épineux et persistants, notamment la récession, le chômage, la qualité des soins de santé, l'éducation et les infrastructures matérielles. Il a également annoncé une nouvelle approche des dépenses publiques et a promis un gouvernement plus ouvert.

Les huit derniers mois ont été l'une des périodes les plus troublées du gouvernement de M. Major. Il a dû s'occuper de problèmes intérieurs tels que le retrait de la livre sterling du mécanisme européen des taux de change, le report de la ratification du Traité de Maastricht et la fermeture des mines de charbon.

La montée récente de la violence contre la population civile due aux troubles en Irlande du Nord a ajouté aux pressions que subit le gouvernement, et le public s'attend de plus en plus à voir des progrès dans les pourparlers anglo-irlandais.

Le discours sur le budget qu'a prononcé en mars le chancelier de l'Échiquier a été fort bien accueilli parce qu'il tenait compte des demandes faites au gouvernement de soutenir les entreprises, l'emploi, la formation et les exportations. En avril, le secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie a présenté un livre blanc sur les charbonnages, *The Prospect for Coal*, aboutissement de l'examen de cette industrie par le gouvernement. La politique énergétique reste centrée sur la

création de marchés compétitifs, la meilleure façon d'assurer au pays un approvisionnement d'énergie sûr, diversifié et durable sous la forme désirée par les gens et les entreprises, à des prix concurrentiels.

Soucieux de contrôler le coût des soins de santé, le gouvernement a mis en place en avril un nouveau système de prestation de soins pour des millions de personnes âgées, handicapées ou défavorisées. On s'attend à ce que la réforme encourage le développement de soins privés parallèlement à des soins publics de qualité, qu'elle clarifie le mandat des organismes prestataires et qu'elle favorise une plus grande responsabilisation, en plus de maximiser l'utilisation des fonds grâce à la nouvelle structure de financement des services sociaux.

La poursuite de l'intégration européenne et la coordination des objectifs énoncés par le chancelier de l'Échiquier dans son budget sont les priorités politiques du gouvernement. Différents événements, notamment la récession économique, le référendum danois sur Maastricht, la volatilité des marchés du change, les différends au sein du GATT sur les subventions agricoles et la crise européenne dans le secteur des pêches, ont perturbé le programme européen du Royaume-Uni.